

Brochure n° 3295

**Convention collective nationale**

**IDCC : 1951. – CABINETS  
OU ENTREPRISES D'EXPERTISES  
EN AUTOMOBILE**

---

**AVENANT N° 25 DU 19 DÉCEMBRE 2006**  
**PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 14.4 RELATIF AU PARITARISME**  
**NOR : ASET0750804M**  
**IDCC : 1951**

---

L'article 14.4 « Contributions » a été modifié comme suit :

**Article 14.4**  
*Contributions*

Deux contributions sont collectées par le fonds. L'une au titre de l'article 2.2 de la convention collective nationale des cabinets ou entreprises d'expertises pour assurer les moyens de fonctionnement des instances représentatives du personnel (CPPN, CPNE, commission sociale et culturelle) et l'autre au titre de l'article 11.15 pour financer les actions de formation des élus et désignés siégeant dans les institutions représentatives.

La contribution des employeurs est de :

- une cotisation annuelle de 0,08 % de la masse salariale ;
- une cotisation annuelle de 1 % du plafond mensuel de la sécurité sociale au 1<sup>er</sup> janvier.

Cette contribution est due :

1. Pour tous les salariés du cabinet ou de l'entreprise d'expertises en automobile sans qu'une forme juridique particulière d'exploitation de l'activité d'expertise soit opposable au paiement.

2. Pour toute personne morale ou physique, y compris le travailleur non salarié, exerçant l'activité d'expertise en automobile, quel que soit le statut juridique sous lequel est exercée l'activité d'expertise.

Le bordereau de collecte distingue les cotisations dues par l'employeur au titre des salariés de celle de l'employeur.

Les cabinets ou entreprises d'expertises entrant dans le champ d'application de la convention collective doivent s'acquitter de cette obligation.

L'article 14.7 « Utilisation du reliquat annuel » a été modifié comme suit :

#### Article 14.7

##### *Utilisation du reliquat annuel*

Le produit de la collecte de 1 % de l'article 14.4 est destiné au défraiement des dépenses exposées par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés qui siègent régulièrement dans les commissions et dans les institutions mises en place par la convention collective.

Le reliquat du produit de la collecte définie à l'avant-dernier alinéa de l'article 2.2 est réparti après imputation des frais mentionnés à l'article 14.1 de la convention collective aux organisations syndicales de salariés de manière uniforme.

Fait à Paris, le 19 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

Collège employeurs CSNEAMI ;

Collège employeurs CSNEAF ;

Collège salariés CSNEAMI.

#### **Syndicats de salariés :**

Fédération des services CFDT ;

Fédération de l'assurance CFE-CGC ;

Fédération nationale des syndicats de la métallurgie CFTC ;

Fédération confédérée de la métallurgie Force ouvrière ;

Fédération des sociétés d'études, de conseil et de prévention CGT.